

**Lutte contre le terrorisme - Lutte
contre l'antisémitisme - Russie -
Yémen - Arabie saoudite -
Entretien de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, avec "RTL" -
Extraits
(Paris, 29 mars 2018)**

Q - Merci beaucoup d'être avec nous ce matin dans ce studio de RTL. Il y a encore 48 heures, vous étiez en visite ministérielle à Jérusalem et c'est là-bas que vous avez appris la mort de Mireille Knoll et le possible caractère antisémite de ce meurtre. En Israël, regarde-t-on la France comme un pays dangereux pour les juifs, Monsieur le Ministre ?

R - Ce qui m'a beaucoup frappé dans ce déplacement, à la fois lors de la rencontre que j'ai pu avoir avec le président Reuven Rivlin et le Premier ministre Netanyahu, mais aussi, lorsque j'ai pu rencontrer le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, c'est la force de l'image de la France, y compris dans cette période dramatique que nous avons vécue. C'est une image très vigoureuse, très honorable pour nous que donne le colonel Beltrame. Chaque fois que j'ai été accueilli, on m'a parlé de lui parce que ce qui est fort, c'est l'image de la France qui résiste, l'image de la France qui refuse, l'image de la France qui condamne et qui combat l'obscurantisme, et cela est perçu à tous les niveaux, à la fois par les autorités israéliennes et par les autorités palestiniennes. Je crois que c'est une image très significative que la France donne en ce moment.

Q - La force mais aussi les faiblesses de la France. Que pensez-vous de cette déclaration d'un socialiste : "les juifs ne sont pas en sécurité en France", c'est vrai ?

R - Je pense que l'antisémitisme est toujours là, le côté abject, la répétition des attaques, une sorte de musique dure qui pénètre certains médias et en particulier les réseaux sociaux qui sont aujourd'hui des porteurs de haine. Tout cela doit faire l'objet d'une vigilance, de mesures très significatives pour empêcher la division de la haine et faire en sorte que les juifs de France se sentent protégés. J'ai quand même aussi été frappé dans mon déplacement en Israël, par une déclaration publique de M. Netanyahu, devant moi, pour dire combien il appréciait la force de l'action de la France contre l'antisémitisme. C'est sans doute la première fois qu'il le disait publiquement devant un responsable français.

Q - Quand vous dites cela, finalement vous n'êtes pas en désaccord profond avec Malek Boutih ?

R - Je dis qu'il faut les protéger, oui il y a un problème, oui il faut faire preuve d'une très grande vigilance et d'une très grande solidarité. Oui, la France sans les juifs de France ne serait

pas la France, il faut le dire et le répéter à tous les niveaux, partout où l'on peut le dire, partout où l'on peut parler, en particulier dans les écoles.

Q - Vous parliez d'un fond d'antisémitisme qui demeure en France, c'est ce qu'a dit Edouard Philippe avec ses mots hier à l'Assemblée nationale, " l'antisémitisme qui ne passe pas dans ce pays "...

R - Antisémitisme qui a une histoire malheureusement...

Q - ...extrême droite, extrême gauche ?

R - Non, moi, je suis favorable à ce que le rassemblement des Français puisse se faire autour du combat contre l'obscurantisme et contre ses formes de déviance. D'ailleurs le Premier ministre a été très clair hier, en disant que, face à l'obscurantisme, tout ce qui rassemble nous grandit. Il faut poursuivre dans ce chemin, il faut poursuivre dans cette voie, et je crois qu'il y aura un grand rassemblement national autour de ce concept. Les juifs de France font partie de la Nation.

Q - Mais, hier, il y aurait pu y avoir un moment très fort de cohésion nationale à l'occasion de cette marche blanche. Cela n'a pas marché, il y a eu la déclaration du président du CRIF, des crispations.

R - Je le regrette, comme le Premier ministre l'a fait savoir publiquement. Il importe, dans ces moments-là, que la Nation soit rassemblée sur ses valeurs, sur les valeurs de la République, sur les valeurs de solidarité, sur le fait que nous soyons une société ouverte mais tout à fait déterminée à préserver ce qui fait le fondement de la Nation.

Q - Les déclarations du président du CRIF étaient inopportunes ?

R - Je ne porte pas de jugement dans ces moments de deuil pour l'ensemble des juifs de France. Mais je pense que le fait que nous soyons rassemblés contre l'obscurantisme est l'essentiel.

Q - L'islamisme radical nourrit-il l'antisémitisme ?

R - C'est le même obscurantisme, c'est le même refus d'une société de tolérance, c'est le même refus des fondamentaux de la République.

Q - Après les actes terroristes de Radouane Lakdim revendiqués par l'EI, Laurent Wauquiez a dénoncé la naïveté d'Emmanuel Macron, il a rappelé qu'il avait dit en novembre : " Daech est vaincu ". Vous-même, Monsieur le Ministre, vous disiez en octobre : " nous avons gagné la guerre ". Le président et vous-même n'avez-vous pas parlé trop tôt ?

R - Il faut bien préciser les choses sur Daech, parce qu'il y a vraiment beaucoup de confusion. Il y a d'abord une offensive territoriale de Daech qui a voulu constituer au Levant un califat autoritaire, répondant aux lois de la charia, avec une violence très forte, avec un régime dictatorial. Cette expérience-là est en train de tomber. C'est contre cette forme territoriale, ce terrorisme territorial que nous nous sommes battus et que nous nous battons toujours. Elle est en train de s'achever mais ce n'est pas fini. Ce n'est pas fini parce qu'il y a encore des éléments de Daech dans la partie Est de la Syrie, aux frontières de l'Irak et il faut poursuivre ce combat qui n'est pas achevé.

Q - Il n'est pas achevé donc on n'a pas encore gagné la guerre ?

R - Nous sommes en train de gagner la guerre territoriale mais on ne l'a pas encore gagnée. Il y a autre chose, Daech n'est pas uniquement un espace territorial. C'est aussi une action souterraine, une action clandestine, qui parfois est projetée, qui parfois est endogène et qui vise à déstabiliser les sociétés occidentales, à les désunir, à apporter la peur et l'angoisse. En France, c'est contre cela que nous nous battons pour éviter ces dérives. C'est aussi contre cela que le président de la République a pris les initiatives nécessaires pour faire en sorte que la sécurité des Français soit l'enjeu principal, car l'enjeu principal d'un Etat, c'est d'assurer la sécurité de ses citoyens. Le fait qu'il y ait eu cette loi de sécurité intérieure et de terrorisme nous permet aujourd'hui d'avoir l'appareil juridique nécessaire pour lutter. Il y a aussi le fait que nous ayons renforcé les moyens de renseignements et les moyens de sécurité, tout cela contribue à lutter contre le terrorisme intérieur, contre cette menace endogène qu'est un Daech souterrain.

Q - Les Français par exemple, pour être très concret, ne comprennent pas que les terroristes, presque à chaque fois, soient fichés S. Par exemple, sur cette question-là, est-ce que vous, vous n'estimez pas qu'il faudrait être plus vigilant d'une façon ou d'une autre ?

R - Il ne faut pas confondre les choses. Je pense qu'il y a eu beaucoup de responsables politiques - certains responsables politiques - qui ont confondu les dispositions de police de vérifications, d'anticipations éventuelles que sont les fiches S. Les fiches S sont des fiches de police, des fiches d'information, des fiches de renseignement, ce ne sont pas des mesures de droit qui permettent d'aboutir à l'enfermement de telle ou telle personne.

Q - On ne fait rien de plus avec les fichiers S ? On n'obtient rien de plus alors ?

R - Si, cela permet d'identifier, de regarder, de vérifier, de contrôler, de suivre. C'est un dispositif qui aujourd'hui a permis d'éviter plusieurs dizaines de tentatives d'attentats qui ont été déjouées depuis quelques mois.

Q - Mais comment faire plus ? Vous disiez vous-même que l'islamisme est dans les têtes maintenant.

R - Je suis un peu surpris du côté un peu naïf de certains responsables politiques, plutôt des Républicains, qui disent : " il suffit de faire un amendement à un texte pour éradiquer le terrorisme ". Tout cela c'est de la blague, la réalité c'est que ce combat sera long, il passe par des mesures que nous avons indiquées tout à l'heure, mais il passe aussi par un renforcement de la vigilance par tous les moyens possibles y compris par les moyens scolaires, par l'éducation à la citoyenneté et par la vigilance de l'ensemble des citoyens.

Ce combat sera long, il ne faut pas se leurrer. Ce combat endogène sera long parce que combattre une idéologie c'est difficile et il faut agir avec beaucoup de détermination, avec beaucoup de vigilance et, en particulier, s'attaquer aux réseaux sociaux qui diffusent des messages de haine en permanence.

Q - Manuel Valls, votre ancien Premier ministre, dit : " on pourrait interdire le salafisme "...

R - On a aujourd'hui les moyens d'expulser les imams.

Q - Il y en a eu 34...

R - Il pourrait y en avoir d'autres et la loi le permet sans recours à l'état d'urgence.

Q - Donc, c'est inutile de faire ce genre de déclaration ?

R - Je ne porte pas de jugement sur ce que dit Manuel Valls avec lequel je suis très généralement en accord.

Q - Est-ce qu'Emmanuel Macron ne s'expose pas tout de même à la critique en n'expliquant pas vraiment, Jean-Yves Le Drian, quelle est sa doctrine en matière de laïcité, sur le communautarisme ? Il ne nous a pas expliqué comment, lui, il concevait de maintenir la cohésion nationale, il n'y a pas eu un grand discours, une grande explication de texte

R - Il y a eu des choses très claires qui ont été dites hier sur les fondamentaux de la République et je pense que tout le monde s'est retrouvé dans cette Nation rassemblée et dans cette émotion qui avait lieu hier aux Invalides. La force de ce message de rassemblement d'union et de garantie de la laïcité, je crois qu'il l'a répété à plusieurs reprises.

Q - Vous pensez qu'en terme de cohésion nationale il a répondu à la question, il n'y a pas besoin qu'il y revienne ?

R - Je pense que la manière dont il l'a dit hier et dont il s'est exprimé plusieurs fois les jours derniers, ne serait-ce qu'à la rencontre du CRIF il y a quelques jours, était suffisamment forte pour affirmer son engagement déterminé sur les valeurs de la République et de la laïcité.

Q - Donc, vous contestez l'idée que son silence...

R - Je ne l'ai pas trouvé silencieux hier.

Q - Non, il a fait un discours d'hommage, il a fait un très beau discours d'hommage, il n'a pas fait un discours de méthode.

R - Et en même temps il a fait aussi un discours qui permettait de porter les valeurs de la République au-delà même de l'hommage rendu au colonel Beltrame. C'est un symbole, le colonel Beltrame, c'est le symbole de la République qui résiste contre toutes les formes de totalitarisme que l'on veut nous imposer.

Q - Finalement, c'est ce sacrifice qui répond ?

R - D'une certaine manière, oui. C'est ce que je vous disais en commençant, je suis très frappé par le fait qu'à l'étranger, c'est la force du message de Beltrame qui revient.

Q - Emmanuel Macron ira à Moscou fin mai, Jean-Yves Le Drian ?

R - Pour l'instant, le voyage est indiqué, oui, pour l'instant le voyage est prévu.

Q - Je rappelle que Paris, Berlin, Washington, évidemment Londres ont protesté contre Moscou qui est soupçonné très fortement d'avoir empoisonné un ex-agent double et sa fille avec un agent chimique létal, le Novitchok, qui a été fabriqué par Moscou dans les années 80.

R - Que seuls les Russes savent faire. C'est pour cela qu'il n'y a pas d'autre explication plausible. Et, par rapport à ces messages que nous diffusons, que nous indiquons, que nous répétons, Moscou ne réagit pas. C'est la seule explication plausible, d'où les mesures de rétorsion qui ont été prises par les Européens après le Conseil européen de la semaine dernière, d'où aussi les expulsions qui ont été décidées par le président de la République.

Q - Dans ce contexte, la visite d'Emmanuel Macron est maintenue.

R - Nous voulons avoir avec Moscou un dialogue franc, un dialogue sans ambiguïté, un dialogue exigeant. Nous demandons à Moscou de respecter le droit international.

Parce que, moi, ce qui me frappe dans la situation dans laquelle nous vivons aujourd'hui dans le monde, c'est que vous avez des puissances, dont la Russie, qui régulièrement essaient de s'affranchir du droit international. Or, le droit international c'est ce qui est sans doute l'héritage le plus important du XXe siècle. Le XXe siècle, qui a été le siècle d'énormément de barbarie, a

permis d'aboutir néanmoins, pour éviter des retours à ces drames et à ces guerres, à la mise en oeuvre d'un dispositif qui s'appelle le droit international qui est porté par les Nations unies. Et, aujourd'hui, des puissances, conscientes de leur force, essaient de s'en retirer et de ne pas du tout respecter ce qui est engagé. Par exemple, sur la Russie en Syrie, où il fallait appliquer la résolution des Nations unies permettant le respect du droit humanitaire, la Russie l'a votée, la Russie ne la respecte pas.

Donc, il faut avoir avec la Russie ce dialogue franc, nous voulons le maintenir mais c'est un dialogue qui est très exigeant et sur lequel il faut beaucoup de clarté.

Q - Une dernière petite question. À propos de règles, la France est accusée de ne pas respecter les traités internationaux dans la mesure où l'Arabie saoudite utilise ses stocks d'armes, que la France lui a vendus, dans sa guerre au Yémen. Pour résumer l'accusation qui est portée par des ONG : les civils yéménites reçoivent des bombes françaises utilisées par les Saoudiens dans leur guerre. Est-ce que, là, il y a un risque que la France ait été effectivement en désaccord avec les règles internationales qui régissent les ventes d'armes ?

R - Nous appliquons les règles internationales pour toutes les ventes d'armes. Nous avons un dispositif très rigoureux d'exportation des armes et nous le respecterons avec beaucoup de vigilance.

Q - Il n'y a aucun risque ?

R - Mais il y a un problème au Yémen, c'est que le processus politique n'a pas commencé, que l'Arabie saoudite se sent agressée régulièrement par les Houthis qui sont eux-mêmes fournis en armes par l'Iran. Il y a donc là une situation de gravité exceptionnelle, humanitaire et politique, à laquelle il convient d'être très vigilant./.